



La banalité du Mal

Bombardez tant qu'il le faudra, disait l'idiot utile aux marchands d'armes. L'administration américaine choisit la fuite en avant en s'entêtant à détruire l'Iran qui a les moyens de répliquer et de nous faire payer cher nos prétentions impérialistes. Oui, oui, nous sommes alliés et complices de la démence occidentale qui refuse l'altérité et détruit tout ce qui ne se plie pas à ses volontés hégémoniques. Nous sommes la seule et unique civilisation et nous le démontrons en détruisant toutes les autres. Je pense bien que cette fois nous allons sentir l'impact économique de nos aventures guerrières. Si on oublie les milliers de morts que cette guerre va provoquer en plus d'un désastre environnemental, une famine dans le Sud global, de l'inflation et probablement une récession qui ruinera l'économie de plusieurs pays, sans jamais amener la démocratie à qui que ce soit, je pense que nous approchons de la fin de notre domination sur le monde.

Tout comme la chute de Constantinople en 1453 marqua la fin de l'empire romain d'Orient et la fermeture définitive de la route de la soie, obligeant les Européens

à se tourner vers l'Ouest pour rejoindre l'Asie, et accidentellement découvrir un nouveau continent, nous assistons à un tournant de l'histoire. Notre domination sur le monde est beaucoup fondée sur le dollar et l'Euro, mais si ces papiers ne représentent que la puissance de l'Armée américaine et que celle-ci échoue, même si l'Iran est vaincu, la reconstruction des raffineries de pétrole prendra des années à récupérer le niveau de production antérieur. À condition que les Israéliens ne balancent pas une bombe atomique sur l'Iran et ne déclenchent la 3ème Guerre mondiale.

Voici quelques points positifs pouvant nous aider à dormir la nuit :

1- Le passage aux nouvelles énergies va s'accélérer, rendant obsolète les gros véhicules énergivores.

2 – La crise énergétique va peut-être freiner le développement de l'intelligence artificielle?

3 – Le Sud global va enfin pouvoir se développer selon ses besoins et ses capacités.

4 – Les peuples riches vont devoir apprendre à travailler de leurs mains et à moins consommer.

5 – L'industrie touristique mondiale va cracher.

6 – Les pays vont redécouvrir le sens du mot souveraineté en poursuivant l'autosuffisance alimentaire et énergétique.

7 – Une culture de paix va émerger.

8 - Les poules auront des dents.

Comme toute crise, on peut voir cela comme une rupture dans un continuum qui ne mène nulle part et une opportunité de nous réinventer. Cela fait mal, mais gardons espoir dans la capacité des humbles à réinventer le monde lorsque les puissants décident de tout faire sauter. Hélas, l'humanité ne semble progresser qu'à travers les tragédies qu'elle a le talent de créer elle-même.

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Anti-impérialisme	2-5
Gaz de schiste	6-7
AIPAC	8-11
Vote à l'ONU	12-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Déclaration de Porto Alegre :

Unité contre le fascisme et pour la souveraineté des peuples

Première Conférence internationale antifasciste,

29 mars 2026, Porto Alegre, Brésil

Réunis à Porto Alegre — ville symbole des luttes internationales, riche d'importantes traditions et aspirations démocratiques — des milliers d'activistes provenant de plus de quarante pays des cinq continents célèbrent notre unité dans la diversité, cherchant à faire progresser l'organisation de la résistance et la lutte contre les différentes formes de fascisme, l'extrême droite et l'impérialisme dans sa phase la plus agressive.

Au cours de cette même semaine, la caravane Nuestra América vers Cuba a eu lieu ; plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues en Argentine, luttant pour la mémoire et contre Milei ; des centaines de milliers ont participé à la mobilisation antifasciste au Royaume-Uni et, surtout, la grande et historique manifestation « No Kings » aux États-Unis, où des millions d'Américains se sont rassemblés dans des centaines de villes, déclarant une fois de plus Trump ennemi de l'humanité.

Le système capitaliste-impérialiste traverse une crise profonde et un déclin économique, social et moral marqué. La réponse des puissances impérialistes à ce déclin a été la promotion du fascisme partout, l'imposition de politiques néolibérales, des agressions militaires contre les nations les plus faibles et leur recolonisation.

Dans chaque pays, les menaces fascistes et néolibérales prennent des formes particulières, mais présentent des caractéristiques communes : l'élimination des libertés démocratiques ; la destruction des droits du travail ; l'augmentation du chômage structurel ; le démantèlement de la protection sociale ; la répression des organisations syndicales et populaires ; la privatisation des services publics ; des politiques d'« austérité » qui suppriment tout investissement social ; le négationnisme scientifique et climatique ; l'expropriation des paysans au profit de l'agro-industrie ; le déplacement forcé des populations autochtones pour promouvoir un extractivisme effréné ; des politiques migratoires ultra-restrictives ; et une forte augmentation des dépenses militaires.

L'extrême droite et les forces néofascistes mènent une vaste offensive, instrumentalisant le mécontentement face aux conséquences désastreuses du néolibéralisme afin d'accélérer ces politiques. À l'instar du fascisme classique, elles cherchent à orienter ce mécontentement contre les groupes opprimés et déposés : migrants, femmes, personnes LGBTQ+, bénéficiaires de programmes d'inclusion, personnes racisées et minorités nationales ou religieuses. Le nationalisme exacerbé, le racisme, la xénophobie, le sexisme, la haine anti-LGBTQI+, l'incitation à la haine et la banalisation de la cruauté accompagnent l'avancée de l'extrême droite à chaque étape, selon les particularités de chaque pays.

La volonté de concentrer la richesse entre les mains du capital et la recherche effrénée du profit maximal qui sous-tend les politiques de l'extrême droite se manifestent également par l'intensification des agressions impérialistes visant à monopoliser les ressources et à exploiter les populations.

L'impérialisme devient de plus en plus déchaîné, agressif et belliciste ; il piétine le droit international, la Charte des Nations unies et l'autodétermination des peuples ; il impose des sanctions, attaque et bombarde les nations qui ne se soumettent pas à ses diktats ; il enlève et assassine des chefs d'État.

Cela va de pair avec la perpétuation de situations coloniales qui, dans le cas de la Palestine, prennent la forme d'un génocide explicite à Gaza, orchestré par l'État sioniste d'Israël, soutenu inconditionnellement par les États-Unis, avec la complicité d'autres pays impérialistes. En outre, Israël a récemment envahi et bombardé de manière criminelle le Liban et affirme qu'il annexera le sud du pays.

Nous luttons contre tous les impérialismes et soutenons la lutte des peuples pour leur autodétermination, par tous les moyens nécessaires.

L'extrême droite, en plus de sa complicité avec le gouvernement génocidaire de Netanyahu, tisse des liens internationaux, organise des congrès, des think tanks, des déclarations conjointes, un soutien mutuel dans les processus électoraux, ainsi que des programmes de propagande et de désinformation. Elle bénéficie également du soutien direct (ou indirect) des grandes entreprises technologiques, déstabilisant les gouvernements qui résistent à l'impérialisme et amplifiant la propagande

réactionnaire dans les espaces numériques.

Les forces qui combattent l'ascension de l'extrême droite sont diverses et présentent différentes analyses, stratégies, tactiques, programmes et politiques d'alliance. L'expérience nous enseigne que, tout en reconnaissant ces différences, il est essentiel d'articuler une lutte unitaire contre nos ennemis. Cette convergence doit inclure toutes les forces prêtes à défendre les classes travailleuses, les paysans, les migrants, les femmes, les personnes LGBTQ+, les personnes racisées, les minorités nationales ou religieuses opprimées et les peuples autochtones ; à défendre la nature contre le capitalisme écocide ; à combattre les agressions impérialistes et coloniales, quelle que soit leur origine ; à lutter pour la fin de l'OTAN ; et à soutenir la lutte des peuples et des gouvernements qui résistent. Il est urgent de partager les analyses, de renforcer les liens et de mener des actions concrètes.

Au-delà de la résistance au fascisme et à l'impérialisme, nous aspirons également à construire les bases pour avancer à partir de convergences sur des aspects centraux et unitaires. Pour combattre l'autoritarisme, il est nécessaire de restaurer, d'élargir et d'approfondir les droits démocratiques fondés sur la participation populaire, du niveau local au niveau national et dans les instances internationales.

Nous affirmons la centralité du monde du travail et proposons de promouvoir des initiatives communes pour organiser la résistance mondiale contre les violences fascistes et la précarisation néolibérale. La défense d'un avenir durable exige de s'attaquer directement à l'écocide promu par le capitalisme et par les gouvernements d'extrême droite, qui traitent la nature comme une marchandise et démantèlent la protection environnementale au nom du profit. Nous soulignons l'importance de la réforme agraire comme voie nécessaire vers la souveraineté alimentaire.

Jamais la lutte contre l'impérialisme et le fascisme n'a été aussi urgente et nécessaire qu'aujourd'hui. Cette lutte doit être articulée à l'échelle internationale. La Conférence antifasciste pour la souveraineté des peuples s'engage à poursuivre la lutte sans relâche et à constituer un espace de construction d'unités face à l'ascension de l'extrême droite et aux agressions impérialistes. Face à la barbarie, nous levons la bannière de la solidarité internationale, de la lutte des peuples et d'un avenir socialiste, écologique, démocratique, féministe et antiraciste.

NOUS PROPOSONS :

Le Comité international, en coordination avec le comité local, sera chargé d'organiser la planification de la prochaine Conférence et de proposer des critères et des initiatives pour l'inclusion de nouvelles organisations.

Compte tenu de l'existence de nombreuses organisa-

tions et associations engagées dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme, nous proposons la création d'un espace de coordination internationale afin d'unifier cette lutte à l'échelle mondiale, ainsi que l'encouragement à l'organisation de conférences antifascistes et anti-impérialistes régionales et nationales, dans le but de tenir une 2e Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples.

Toutes les organisations participantes à cette Conférence, sauf indication contraire, sont automatiquement signataires de cette déclaration.

Soutenir la construction d'une conférence latino-américaine en Argentine, à une date et selon un format à proposer par la délégation et les organisations argentines, en dialogue avec le comité international.

Soutenir une conférence régionale en Amérique du Nord impliquant des organisations du Mexique, des États-Unis, du Canada, des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

Soutenir la Flottille globale Sumud, qui cherche à nouveau à briser le blocus et à dénoncer le génocide à Gaza. La lutte du peuple palestinien — à Gaza et en Cisjordanie — est la cause de l'humanité. Nous soutenons la solidarité active, notamment à travers des initiatives telles que le BDS.

Solidarité avec Cuba face au blocus criminel imposé par les États-Unis et aux menaces contre sa souveraineté. Soutien à toutes les initiatives de solidarité, telles que les récentes flottilles vers l'île.

Condamnation de l'invasion du Venezuela et de l'enlèvement et de l'emprisonnement du président Nicolás Maduro et de la députée Cilia Flores, et soutien à la lutte pour leur libération.

Condamnation de l'attaque militaire contre l'Iran par les États-Unis et Israël. Respect de l'autodétermination du peuple iranien et fin des sanctions unilatérales.

Défense de l'indépendance, de l'autodétermination et de la souveraineté de tous les territoires sous occupation coloniale et impérialiste.

Dénoncer l'ingérence étrangère en Haïti et soutenir la lutte de son peuple.

Soutien à la lutte du Front Polisario pour l'indépendance du Sahara occidental, droit reconnu par l'ONU.

Soutien à la lutte du peuple portoricain pour l'autodétermination et l'indépendance.

Soutien à la rencontre anti-OTAN en Turquie en 2026.

Soutien à la contre-sommet du G7 en France et en Suisse en juin 2026.

Soutenir les initiatives contre le négationnisme climatique, telles que les mobilisations et rencontres éco-socialistes en cours d'organisation.

Soutenir et contribuer à la construction du prochain Forum social mondial au Bénin, en août 2026.



Marinwest Energy, fossoyeur d'avenir

Par Pierre Prud'Homme, 7 avril 2026

« Le nouveau méga projet de gazoduc et d'usine de production de gaz naturel liquéfié (GNL) que l'entreprise Marinwest Energy veut construire sur la Côte-Nord, au Québec, est « incompatible » avec la voie à suivre pour éviter le naufrage du climat planétaire ».

Voilà ce qu'affirmait dans une entrevue au Devoir (30 mars 2026), M. Alain Webster, le président du Comité consultatif sur les changements climatiques (CCCC), mis sur pied par le gouvernement du Québec lui-même, pour le conseiller.

Mais qu'est-ce que nous ne comprenons pas, au niveau cognitif, pour réaliser que ce « naufrage du climat planétaire » ne mène à rien d'autre qu'à notre propre naufrage? Qu'est-ce qui nous échappe, au niveau affectif, quand nous sommes capables, au quotidien, de serrer sincèrement dans nos bras nos enfants et petits-enfants et de vouloir ce qu'il y a de meilleur pour eux, et parallèlement, de laisser se développer sur notre territoire et dans nos instances décisionnelles, une activité économique qui se veut fossoyeur d'avenir pour nos êtres chers?

Et qu'on ne s'y méprenne pas : je n'en appelle pas au sentiment de culpabilité qui, pour moi, est aussi mortifère que le projet de Marinwest Energy. L'avenir des générations futures est dans nos mains. Nous en sommes les bâtisseurs. Il est de notre responsabilité. Ne sous-estimons pas ce pouvoir que nous avons individuellement et collectivement. Mais ce pouvoir est conditionnel, entre autres, au choix qui est le nôtre de faire confiance en la science climatique.

M. Webster ne s'arrête pas là. Il nous prévient que le projet de Marinwest Energy sabote la voie à suivre qui nous permettrait de « développer une économie résiliente pour les décennies à venir ».

On connaît déjà la réserve des scientifiques à utiliser des expressions ou des termes qui pourraient faire peur et provoquer ainsi la paralysie et la démobilisation. Mais jusqu'où, pour éviter l'éco-anxiété, nous faut-il éviter de nommer les choses par leur nom pour rendre compte de la réalité?

Devant celle-ci, M. Webster ne se défile pas. En parlant du projet de Marinwest Energy, son constat est clair et limpide : « D'un point de vue économique, c'est une catastrophe. D'un point de vue environnemental, c'est une catastrophe. D'un point de vue social, c'est une catastrophe. C'est donc une très mauvaise idée ».

Pourtant, on a déjà joué dans ce film-là. Les promoteurs essaient de nous convaincre que leur projet constitue un outil de « transition énergétique », comme avait fait l'entreprise GNL Québec il y a quelques années. Avons-nous déjà oublié l'analyse qu'en faisait l'Agence internationale de l'énergie en rappelant qu'au contraire, une telle infrastructure gazière représenterait un frein à la nécessaire transition énergétique dont l'urgence n'est plus à démontrer?

On se fait une belle jambe en voulant répondre à court terme aux besoins énergétiques de certains pays par nos énergies fossiles. Mais en gardant le silence sur le fait que la consommation de notre gaz dans ces pays retardera leur propre transition énergétique, nous nous faisons complices de l'accentuation du dysfonctionnement du climat.

Nous sommes d'accord avec M. Webster quand il nous rappelle que retarder la transition énergétique revient aussi à « perdre des occasions de développement économique ».

Au Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens, nous avons adopté au niveau international un plan d'action des quatre dernières années sur le thème : Justice sociale dans une économie pour la vie. Pour nous, une économie qui entretient notre dépendance aux énergies fossiles ne peut prétendre servir la vie, ni aspirer à une plus grande justice sociale, puisqu'elle sape les fondements d'une

meilleure justice intergénérationnelle.

Voilà pourquoi nous en appelons à élever nos voix contre le projet de Marinwest Energy et contre la stratégie économique du gouvernement Carney qui mise sur la croissance des exportations d'énergies fossiles canadiennes et qui collabore depuis des mois à ce que le projet de Marinwest se réalise au Québec.

Pour reprendre l'image de M. Carney à Davos, faute d'être à la table de négociation sur la crise climatique, nos enfants, petits-enfants et générations futures n'ont pas à voir la qualité de leur avenir passer « au menu » de nos décisions à courte vue.

Festival de la décroissance de Québec

Réduire la cadence pour trouver du sens

18 au 23 mai 2026

5e édition
Gratuit

Lundi au vendredi (en soirée)

Centre résidentiel et communautaire
Jacques-Cartier

Samedi (toute la journée)

La Patente



Comment la trahison de sa propre cause par l'AIPAC a alimenté la guerre contre l'IRAN

Par Alon Ben Meir* – <https://alonben-meir.com/> ,
Other News, 2 avril 2026

En renforçant les positions intransigeantes d'Israël et en limitant la portée de la diplomatie américaine, le lobby de l'AIPAC a causé un préjudice permanent aux perspectives de paix d'Israël ainsi qu'à l'autorité morale et à la crédibilité des États-Unis à l'échelle mondiale.

L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), qui se présente comme une organisation bipartite, a défendu des positions étroitement alignées sur celles des gouvernements israéliens successifs, sans se soucier de savoir si ces politiques favorisent les intérêts généraux d'Israël ou des États-Unis, ou la stabilité régionale à long terme. Elle a systématiquement soutenu les actions du gouvernement israélien – notamment les opérations militaires, l'expansion des colonies et une ligne dure envers les Palestiniens – tout en usant rarement de son influence considérable pour plaider de manière significative en faveur de concessions ou de compromis pacifiques.

Pour comprendre le rôle de l'AIPAC dans la promotion des relations américano-israéliennes et sa pertinence durable, il est nécessaire d'examiner sa mission officielle et les objectifs de ses activités. Fondée dans les années 1950, l'AIPAC oeuvre au renforcement des relations entre les États-Unis et Israël afin de garantir que l'alliance entre les deux pays repose fermement sur des intérêts stratégiques

communs et des valeurs démocratiques partagées. L'AIPAC est le groupe de défense de la politique étrangère sioniste le plus influent aux États-Unis.

Mode de fonctionnement de l'AIPAC

Les activités principales de l'AIPAC consistent à faire pression sur le Congrès américain pour obtenir une aide à Israël, à promouvoir la coopération en matière de sécurité et à maintenir un consensus pro-israélien au sein des deux principaux partis. Elle agit en cultivant des relations étroites avec les législateurs, en organisant d'importantes conférences politiques et en mobilisant un réseau national de militants. L'AIPAC organise des réunions d'information et des voyages en Israël pour les responsables américains, abordant des sujets tels que le programme nucléaire iranien, le terrorisme régional et les besoins de sécurité d'Israël du point de vue du gouvernement. L'AIPAC mobilise le soutien de la population pour les responsables qui soutiennent une alliance américano-israélienne forte, récompense ses alliés et oriente ses dépenses de campagne et la pression populaire vers ses détracteurs.

Par le biais de son comité d'action politique et de son super comité (PAC), le United Democracy Project (UDP), l'AIPAC investit massivement dans les élections américaines. Depuis les élections de mi-mandat de 2022, son PAC et ses super PAC ont dépensé plus de 200 millions de dollars pour soutenir des candidats pro-israéliens fiables et s'opposer à ceux qui critiquent la politique israélienne.

Le Parti démocrate uni (UDP) a dépensé à lui seul 37 millions de dollars (US) en 2024, en plus de 26 millions de dollars en 2022, allouant près de 10 millions de dollars à la campagne du représentant Jamaal Bowman à New York, plus de 5 millions de dollars à la campagne de la représentante Cori Bush dans le Missouri et plus de dollars à la campagne de Dave Min dans le 47ème district de la Californie.

Suite aux attaques du Hamas le 7 octobre 2023, l'AIPAC a apporté un soutien indéfectible à la guerre menée par Israël contre le Hamas, plaidant pour un renforcement de l'aide militaire américaine et insistant sur le droit d'Israël à la légitime défense. Elle a exercé des pressions contre les initiatives du Congrès visant à conditionner ou restreindre les transferts d'armes, créant ainsi un climat où il est devenu « quasiment impossible » pour les parlementaires de mettre un terme aux ventes d'armes, malgré les inquiétudes croissantes concernant les pertes civiles massives à Gaza et les crimes de guerre.

Cela a permis de perpétuer efficacement une guerre que de nombreux universitaires, organisations de défense des droits de l'homme et experts de l'ONU qualifient de génocidaire, tout en protégeant les dirigeants israéliens de toute responsabilité dans la catastrophe humanitaire à Gaza.

Le lobby de l'AIPAC contre les intérêts nationaux américains

L'AIPAC présente son action comme étant pleinement alignée sur les intérêts stratégiques américains, arguant qu'un Israël militairement fort est un allié démocratique indispensable dans une région instable. Elle présente à tort son soutien à

Israël, notamment l'aide militaire et l'appui diplomatique à l'ONU, comme un prolongement naturel de l'engagement américain en matière de moral et de sécurité.

Dans ce discours, toute réduction du soutien américain à Israël est perçue comme une victoire pour des adversaires communs tels que l'Iran, le Hezbollah et le Hamas. Or, leur programme reflète souvent les priorités des gouvernements israéliens les plus radicaux et va à l'encontre des intérêts à long terme des États-Unis ainsi que de leurs objectifs diplomatiques établis. Ils ont exercé des pressions contre les initiatives de paix, les moratoires sur la colonisation et le rapprochement avec l'Iran, même lorsque ces mesures étaient préconisées par les administrations américaines et approuvées par les experts en sécurité.

En renforçant les positions maximalistes d'Israël et en s'opposant à tout compromis, l'AIPAC a consolidé la conviction, dans le monde arabe, en Europe et dans les pays du Sud, que la diplomatie américaine est partielle et que Washington est incapable ou refuse d'agir en médiateur impartial. L'AIPAC est également étroitement alignée sur la politique obsessionnelle de Netanyahu concernant l'Iran, l'expansion des colonies et les opérations militaires à Gaza et en Cisjordanie, ce qui aggrave considérablement ce problème. En renforçant les positions maximalistes d'Israël et en s'opposant à tout compromis, l'AIPAC a consolidé la conviction, dans le monde arabe, en Europe et dans les pays du Sud, que la diplomatie américaine est partielle et que Washington est incapable ou refuse d'agir en médiateur impartial.

L'AIPAC est également étroitement alignée sur la politique obsessionnelle de Netanyahu concernant l'Iran, l'expansion des colonies et les opérations militaires à Gaza et en Cisjordanie, ce qui aggrave considérablement ce problème. Lorsque le lobbying intérieur contraint Washington à conditionner l'aide, à faire pression pour réduire les dommages causés aux civils ou à relancer la diplomatie, il renforce l'impression que la politique américaine se soumet simplement aux pressions de ce groupe plutôt que de servir les intérêts des États-Unis. En ce sens, l'influence de l'AIPAC a rendu la désescalade et l'instauration d'une paix durable difficiles à atteindre.

L'intransigeance de l'AIPAC face à l'Iran

L'AIPAC prône depuis longtemps une ligne dure envers l'Iran, considérant la République islamique comme la principale menace stratégique pour Israël. Elle a mené l'opposition à l'accord de Vienne de 2015 (JCPOA), soutenant le mouvement « Citoyens pour un Iran sans armes nucléaires », qui aurait dépensé entre 20 et 40 millions de dollars en lobbying contre l'accord du président Obama. Même après l'entrée en vigueur de l'accord, l'AIPAC a milité pour le renouvellement des sanctions, arguant que tout assouplissement alimenterait les ambitions régionales de l'Iran et affaiblirait la sécurité d'Israël.

Sous l'administration Trump, l'AIPAC a soutenu les efforts visant à démanteler l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA) et a appuyé la campagne de « pression maximale », malgré les avertissements des experts en non-prolifération selon lesquels cela accélérerait le programme nucléaire iranien et encouragerait les extrémistes. En présentant le « comportement malveillant » de l'Iran comme une

preuve de l'échec de l'accord, l'AIPAC a œuvré pour un changement de politique qui a abouti au retrait de Trump en 2018 et à l'imposition de nouvelles sanctions de grande ampleur.

Ce résultat a renforcé le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien et a confronté Israël à un programme nucléaire plus performant, avec des options diplomatiques réduites. L'AIPAC, de concert avec les faucons du Congrès, a milité pour de nouvelles sanctions et financé des groupes de réflexion et des médias promouvant la déstabilisation ou un changement de régime. Son hostilité persistante envers Téhéran a contribué à normaliser la confrontation comme une doctrine politique, brouillant la frontière entre dissuasion et agression et ouvrant la voie à la guerre actuelle, de plus en plus désastreuse, dans laquelle Israël et les États-Unis semblent pris au piège d'un conflit autodestructeur avec l'Iran.

Le lobbying de l'AIPAC au détriment d'Israël

Lorsqu'un puissant groupe de pression exige une ligne de conduite unique et inflexible, il restreint les options politiques et marginalise la diplomatie. Le soutien instinctif de l'AIPAC à l'escalade militaire, à la consolidation des colonies et à l'opposition à une véritable autodétermination palestinienne a incité les dirigeants israéliens à privilégier les gains à court terme au détriment de la légitimité et de la sécurité à long terme.

Ce qui paraissait autrefois « ferme » – pression maximale sur l'Iran, occupation illimitée, opposition à de véritables négociations de paix – a alimenté un conflit enraciné, un isolement croissant et des accusations d'apartheid, voire de génocide, de plus en plus fréquentes au sein des instances internationales, érodant ainsi la position stratégique d'Israël.

Les conséquences sont désormais manifestes : une guerre terrible contre l'Iran, un conflit violent et prolongé entre Israéliens et Palestiniens, des campagnes de boycott internationales, des enquêtes de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale, et une détérioration des relations avec des partenaires clés en Europe et dans les pays du Sud. Pourtant, l'influence de l'AIPAC a contribué à soustraire les dirigeants israéliens à toute responsabilité, retardant ainsi l'introspection qui aurait pu les contraindre à rectifier le tir. À cet égard, l'AIPAC a moins agi comme un allié alertant sur le danger que comme un complice assurant à Israël qu'il pouvait bafouer les normes internationales en toute impunité – une illusion qui a considérablement fragilisé la sécurité du pays et, de surcroît, en a fait un État paria.

En usant de son influence à Washington pour soutenir les dirigeants et les politiques israéliennes qui rejettent ou reportent une solution viable à deux États, l'AIPAC a prolongé un cycle d'occupation et d'escalade de la résistance, plongeant Israël dans un péril moral toujours plus grand et un isolement international accru. L'AIPAC a ignoré le consensus quasi universel selon lequel la sécurité à long terme d'Israël est indissociable d'un règlement juste du conflit avec les Palestiniens.

L'isolement croissant de l'AIPAC et d'Israël

En exerçant des pressions pour soustraire Israël à toute responsabilité – en édulcorant les résolutions de l'ONU, en s'opposant aux conditions imposées à l'aide et en décourageant les pressions sur les colonies et les violations des droits de l'homme – l'AIPAC a contribué à ancrer à Gaza et en Cisjordanie, entre autres, des politiques que la majeure partie du monde considère désormais comme des violations du droit international.

Par conséquent, un nombre croissant d'États, d'organisations de la société civile et d'institutions internationales perçoivent Israël non pas comme une démocratie assiégée, mais comme une puissance qui mène des guerres en toute impunité. Lorsque les États-Unis fournissent des armes et une protection diplomatique à Israël face aux preuves de plus en plus nombreuses de la dévastation des Palestiniens, l'AIPAC se rend complice des exactions qu'elle condamne ailleurs. L'AIPAC ne peut être tenue pour seule responsable de la guerre désastreuse contre l'Iran, mais elle a contribué à créer le contexte qui l'a rendue possible. En confondant force et rigidité, elle n'a offert à Israël ni la paix ni la sécurité, seulement l'illusion de la sécurité au sein d'un conflit sans fin. L'héritage de l'AIPAC est une perte profonde : un Israël isolé, à la dérive et moralement affaibli, et une Amérique dépouillée de sa conscience.

*Alon Ben-Meir est un expert des affaires du Moyen-Orient et des Balkans occidentaux, des négociations internationales et de la résolution des conflits.

L'esclave au centre du monde : Mémoire, pouvoir et réparation en conflit

Par **Beto Cremonte** - **Journalisme international alternatif (PIA Global)**

Other News, 2 avril 2026

L'histoire est cyclique, et parfois un seul événement suffit à raviver des siècles d'histoire. Le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les crimes de l'esclavage en est un exemple, car il a non seulement reconnu l'ampleur de l'esclavage transatlantique, mais aussi mis au jour les fondements matériels sur lesquels s'est construite la puissance occidentale. Les limites de cette reconnaissance apparaissent clairement dans le rejet et l'abstention des grandes puissances : le souvenir est tolérable, la réparation ne l'est pas.

Le vote à l'Assemblée générale des Nations Unies n'était ni un geste protocolaire ni une concession morale de dernière minute. Il s'agissait, sans aucun doute, d'un signal politique fort de notre époque, qui rouvre un débat étouffé depuis des siècles. Avec 123 voix pour, 3 contre et 52 abstentions, l'ONU a adopté la résolution A/80/L.48, présentée par le Ghana, qui qualifie la traite transatlantique des Africains et le système d'esclavage racial de « crime le plus grave contre l'humanité ». Les États-Unis, Israël et l'Argentine ont voté contre ; le Royaume-Uni et les pays de l'Union européenne, entre autres, se sont abstenus. Bien que ce texte ne soit pas juridiquement contraignant, il revêt une importance politique et normative indéniable : il établit, au cœur du système multilatéral, une définition historique qui, pendant des siècles, a été relativisée, édulcorée, voire niée.

Mais ce qui est véritablement significatif, ce n'est pas seulement le contenu de la résolution, mais aussi le moment où elle apparaît et les questions qu'elle soulève. Ce n'est pas un hasard si cette reconnaissance intervient dans un contexte où l'Afrique et sa diaspora ont commencé à formuler, avec plus de force, un agenda international pour les réparations, la mémoire et la restitution historique. De nombreux pays africains exigent que les puissances coloniales leur restituent une partie de leur patrimoine historique et culturel, qui demeure aujourd'hui exposé dans les vitrines des plus grands musées d'Europe. Reconnaître la traite transatlantique des esclaves comme le crime le plus grave contre l'humanité implique bien plus qu'un simple acte de commémoration : cela nous oblige à réexaminer non seulement le passé, mais aussi la légitimité historique de l'ordre mondial qui s'est construit sur ce passé. L'accumulation primitive du capitalisme, l'expansion des empires maritimes européens, la croissance des ports atlantiques et le développement de la finance moderne ne peuvent être compris sans prendre en compte ce système de capture, de transport et d'exploitation de millions d'Africains. Le Ghana a fait valoir devant l'ONU qu'au moins 12,5 millions de personnes ont été déportées de force du continent entre le XVe et le XIXe siècle, et que les conséquences de ce processus persistent encore aujourd'hui sous la forme d'inégalités structurelles.

En ce sens, la résolution est troublante, non pas par ce qu'elle évoque, mais par ce qu'elle déclenche.

Car si l'esclavage n'était pas une simple déviation, mais bien l'un des piliers de la modernité occidentale, alors le débat ne peut plus se limiter au passé : il devient nécessairement un débat sur la richesse, le pouvoir, l'héritage historique et la responsabilité politique dans le présent. Et, en fin de compte, sur ceux qui ont profité de ce système et ceux qui continuent d'en payer le prix, aujourd'hui encore.

L'engrenage atlantique : le « triangle » fondateur du monde moderne

Pendant plus de quatre siècles, du XVe au XIXe siècle, l'Atlantique fut le théâtre de l'un des systèmes d'exploitation les plus vastes de l'histoire de l'humanité. Des millions d'Africains furent déportés de force vers les Amériques, et des millions périrent durant la traversée, dans des conditions qui seraient aujourd'hui sans aucun doute qualifiées de crimes de masse. Mais même ces chiffres, par leur ampleur même, risquent d'occulter une réalité plus profonde : ils décrivent non seulement une tragédie humaine, mais aussi les rouages d'un système. Car ces chiffres, ceux que le Ghana a présentés dans ses arguments à l'ONU, n'ont de sens que si l'on comprend le système. La traite négrière était au cœur d'une économie mondiale en expansion : l'Europe envoyait des produits manufacturés et des armes en Afrique ; de là, des êtres humains étaient capturés et exportés vers les Amériques ; et des Amériques, des produits comme le sucre, le coton, le tabac et le café, obtenus grâce au travail forcé des esclaves, étaient renvoyés en Europe. Il ne s'agissait pas d'un simple commerce, mais d'une structure organisée transformant les corps en marchandises et la violence en richesse accumulée, instaurant une logique qui n'a pas

disparu avec l'abolition, mais s'est au contraire transformée – sous d'autres formes – en inégalités persistantes au sein du système mondial. Ce circuit, également appelé « triangle d'or », constituait en réalité une architecture du pouvoir profondément asymétrique. L'Afrique était le territoire de la dépossession humaine ; les Amériques, l'espace d'une exploitation intensive ; et l'Europe, le centre de l'accumulation, de la transformation et du perfectionnement financier. L'inégalité n'était pas une conséquence du système : elle en était le principe organisateur, une division du monde qui, sous d'autres formes, continue de structurer les hiérarchies économiques et politiques de l'ordre international. C'est là que réside l'un des aspects les plus délicats du débat actuel : l'esclavage n'était pas un excès du système, mais sa condition de possibilité. L'accumulation primitive du capitalisme européen, la croissance des ports atlantiques, le développement du crédit, de l'assurance et des réseaux commerciaux mondiaux sont indissociables de ce circuit. Il n'y a pas eu d'expansion moderne sans ce fondement de violence systématique. Sur le continent américain, cet impact n'a pas été fortuit ; il a été fondamental. Le Brésil a reçu près de 40 % de tous les Africains réduits en esclavage sur le continent, soit plus de 5 millions de personnes, devenant ainsi la principale destination de la traite négrière.

Les Caraïbes ont servi de laboratoire à l'exploitation extrême, où les taux de mortalité étaient si élevés que le système dépendait d'un renouvellement constant de la main-d'œuvre servile, façonnant des économies fondées sur un épuisement perpétuel de la population.

Le cas d'Haïti illustre cette violence structurelle et ses conséquences. La révolution qui débuta en 1791 – unique en son genre – abolit non seulement l'esclavage, mais aussi l'ordre colonial atlantique. Pourtant, loin d'être perçue comme une rupture émancipatrice, elle fut punie : la France imposa une dette qui conditionna son développement pendant plus d'un siècle, transformant la liberté en un fardeau structurel.

En Afrique, l'impact démographique et social fut tout aussi dévastateur. Si l'on prend en compte les décès liés aux captures, aux déplacements internes et aux guerres alimentées par la logique même de la traite négrière, certaines estimations portent le nombre total de victimes à plus de 20 millions. Mais au-delà des chiffres, il en résulte une profonde perturbation des sociétés, des économies et des systèmes politiques. La traite négrière et le colonialisme n'étaient pas des processus distincts : ils constituaient les phases d'un même système de subordination qui n'a pas disparu du passé, mais s'est au contraire projeté à travers le temps comme une structure qui continue de façonner les formes de développement, de dépendance et d'inégalité dans le monde contemporain.

L'abolition dans notre Amérique : entre révolution, réforme et continuité

Si l'esclavage était le moteur du système, son fruit naturel du progrès moral. Elle fut le produit de luttes, de rébellions, de guerres et de décisions politiques façonnées par des intérêts, des tensions économiques et des rapports de force. Dans bien des cas, il s'agissait davantage d'une transition maîtrisée que d'une rupture totale.

Dans la région du Río de la Plata, l'Assemblée de l'an

XIII n'a pas aboli l'esclavage dans son intégralité, mais elle a marqué un tournant avec la « liberté des entrailles », déclarant libres les enfants d'esclaves nés à partir de cette date. Cette mesure progressive, tout en repoussant la fin du système, permettait sa perpétuation, illustrant ainsi les limites des réformes dans des contextes où la structure économique restait tributaire de cet ordre.

Sous Juan Manuel de Rosas, l'esclavage existait encore formellement, bien qu'en déclin. Ce n'est qu'en 1853, avec la Constitution nationale, que l'Argentine abolit définitivement l'esclavage. Cependant, comme dans d'autres cas, son abolition légale n'entraîna ni une transformation immédiate des conditions sociales, ni la pleine intégration de la population afro-descendante au sein du nouvel ordre républicain.

Dans d'autres territoires, le processus a suivi des rythmes différents, mais avec des tensions similaires. Le Chili a été parmi les premiers à progresser en proclamant la liberté de procréation en 1811 et en abolissant l'esclavage en 1823. Le Mexique a fait de même en 1829 sous le gouvernement de Vicente Guerrero, lui-même d'origine africaine. Dans ces cas, l'abolition était liée à des processus révolutionnaires plus vastes, mais elle n'était pas non plus à l'abri des limites structurelles des nouvelles républiques.

Le cas du Brésil, de par son ampleur et sa persistance, est particulièrement révélateur. Là-bas, l'esclavage était non seulement répandu, mais aussi prolongé. Alors qu'une grande partie de l'Amérique latine avait progressé vers son abolition durant la première moitié du XIXe siècle, le Brésil le maintint jusqu'en 1888, date à laquelle la Loi d'or mit officiellement fin au système.

Ce retard n'était pas fortuit : il découlait d'une économie profondément dépendante du travail servile, notamment durant la période du café, et d'une élite qui parvint à maintenir cet ordre jusqu'au bout.

Mais même dans sa phase finale, l'abolition de l'esclavage au Brésil révèle l'une des caractéristiques les plus persistantes de ce processus dans toute la région : elle s'est déroulée sans politiques d'intégration, de réparations ni de redistribution. Des millions de personnes ont été libérées légalement, mais abandonnées matériellement, ce qui a consolidé de nouvelles formes d'inégalité sur les fondements de l'ancien système.

Dans les Caraïbes, où l'économie de plantation atteignit certains des niveaux d'exploitation les plus extrêmes du monde atlantique, le processus révéla tout autant les limites de l'abolition. Des colonies comme la Jamaïque, la Barbade et Trinité-et-Tobago abolirent formellement l'esclavage dans les années 1830 sous le règne de l'Empire britannique, mais par le biais du système d'apprentissage. Ce système contraignait les affranchis à continuer de travailler pour leurs anciens maîtres pendant des années, perpétuant ainsi la logique du travail forcé. Dans ces cas-là, l'abolition n'impliquait pas une rupture du système, mais plutôt sa reconfiguration sous de nouvelles formes juridiques.

Parallèlement, les Caraïbes furent le théâtre de la rupture la plus radicale avec le système esclavagiste. La Révolution haïtienne, qui débuta en 1791, abolit non seulement l'esclavage, mais détruisit également le système colonial dans son ensemble et donna naissance au premier État noir indépendant du monde moderne. Cependant, cette rupture fut rapidement contenue par le système international :

isolement diplomatique, blocus économique et, surtout, l'imposition par la France d'une dette qui conditionna le développement du pays pendant plus d'un siècle. L'expérience haïtienne laissa une leçon durable à l'ordre atlantique : même les révolutions les plus profondes pouvaient être disciplinées lorsqu'elles menaçaient l'ordre mondial.

En ce sens, les Caraïbes, plus que peu d'autres régions, incarnent les tensions liées à l'abolition : là où le système était le plus brutal, les solutions allaient de réformes contrôlées, garantissant la perpétuation de l'exploitation, à des ruptures radicales punies. Cette double dynamique – réforme sans transformation ou rupture assortie de sanctions – permet de comprendre pourquoi la fin légale de l'esclavage n'a pas signifié la fin de ses effets structurels.

C'est là l'une des clés essentielles pour comprendre l'abolition de l'esclavage en Amérique latine : l'esclavage a pris fin en tant qu'institution juridique, mais non en tant que structure sociale. Ses conséquences économiques, raciales et politiques ont non seulement persisté, mais se sont également transformées au sein des nouveaux États-nations. Comme le montrent de nombreuses études sur les inégalités en Amérique latine, les populations afro-descendantes continuent de faire face à des niveaux de pauvreté plus élevés, à un accès plus limité à l'éducation et à une représentation politique moindre.

Pour lire l'article complet :

[L'esclavage au cœur du monde : mémoire, pouvoir et réparation en conflit – Autres nouvelles – Une voix à contre-courant](#)

Des nouvelles du CAPMO

Projection du film Voir-Juger-Agir, l'histoire de la JOC au Québec

Mercredi 8 avril 2026 à 19 h 15

Cinéma CLAP à Ste-Foy, 2580 Boul. Laurier, Québec.

Soirée mensuelle du CAPMO, jeudi 16 avril à 18 h 30

Anarchistes chrétiens, Dieu comme seul maître

Projection, suivi d'une discussion

2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Soirée mensuelle du jeudi 14 mai 2026 à 18 h 30

Échec à la Guerre, comment résister au bellicisme?

2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Jour de la Terre, mercredi 22 avril 2026 à 16 h 30

Marche citoyenne pour la justice sociale et climatique

Point de départ à préciser

Marche du 1^{er} Mai 2026

Journée internationale des travailleurs et des travailleuses

Point de départ à préciser